

SENATO DELLA REPUBBLICA

VIII LEGISLATURA

(N. 2144)

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(MALFATTI)

di concerto col **Ministro di Grazia e Giustizia**

(MORLINO)

e col **Ministro della Marina Mercantile**

(EVANGELISTI)

(V. Stampato Camera n. 683)

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta dell'11 gennaio 1983

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 13 gennaio 1983*

Ratifica ed esecuzione del protocollo di modifica della convenzione internazionale del 25 agosto 1924 per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico, aperto alla firma a Bruxelles il 23 febbraio 1968

DISEGNO DI LEGGE
—

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo di modifica della convenzione internazionale del 25 agosto 1924 per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico, aperto alla firma a Bruxelles il 23 febbraio 1968.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità al paragrafo 2 dell'articolo 13 del protocollo stesso.

PROTOCOLE

portant modification de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissance, signée à Bruxelles le 25 août 1924

LES PARTIES CONTRACTANTES,

CONSIDERANT qu'il est souhaitable d'amender la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissance, signée à Bruxelles le 25 août 1924,

SONT CONVENUES des dispositions suivantes:

Article 1

(1) A l'article 3, paragraphe 4, il y a lieu d'ajouter le texte suivant:

« Toutefois, la preuve contraire n'est pas admise lorsque le connaissance a été transféré à un tiers porteur de bonne foi ».

(2) A l'article 3, paragraphe 6, le quatrième alinéa sera supprimé et remplacé par la disposition suivante:

« Sous réserve des dispositions du paragraphe 6-bis, le transporteur et le navire seront en tout cas déchargés de toute responsabilité quelconque relativement aux marchandises, à moins qu'une action ne soit intentée dans l'année de leur délivrance ou de la date à laquelle elles eussent dû être délivrées. Ce délai peut toutefois être prolongé par un accord conclu entre les parties postérieurement à l'événement qui a donné lieu à l'action ».

(3) A l'article 3 il y a lieu d'ajouter après le paragraphe 6 un paragraphe 6-bis, libellé comme suit:

« Les actions récursoires pourront être exercées même après l'expiration du délai prévu au paragraphe précédent, si elles le sont dans le délai déterminé par la loi du Tribunal saisi de l'affaire. Toutefois, ce délai ne pourra être inférieur à trois mois à partir du jour où la personne qui exerce l'action récursoire a réglé la réclamation ou a elle-même reçu signification de l'assignation ».

Article 2

L'article 4, paragraphe 5, sera supprimé et remplacé par le texte suivant:

« (a) A moins que la nature et la valeur des marchandises n'aient été déclarées par le chargeur avant leur embarquement et que cette déclaration ait été insérée dans le connaissement, le transporteur, comme le navire, ne seront en aucun cas responsables des pertes ou dommages des marchandises ou concernant celles-ci pour une somme supérieure à l'équivalent de 10.000 francs par colis ou unité ou 30 francs par kilogramme de poids brut des marchandises perdues ou endommagées, la limite la plus élevée étant applicable.

(b) La somme totale due sera calculée par référence à la valeur des marchandises au lieu et au jour où elles sont déchargées conformément au contrat, ou au jour et au lieu où elles auraient dû être déchargées.

La valeur de la marchandise est déterminée d'après le cours en Bourse, ou, à défaut, d'après le prix courant sur le marché ou, à défaut de l'un et de l'autre, d'après la valeur usuelle de marchandises de mêmes nature et qualité.

(c) Lorsqu'un cadre, une palette ou tout engin similaire est utilisé pour grouper des marchandises, tout colis ou unité énuméré au connaissement comme étant inclus dans cet engin sera considéré comme un colis ou unité au sens de ce paragraphe. En dehors du cas prévu ci-dessus, cet engin sera considéré comme colis ou unité.

(d) Par franc, il faut entendre une unité consistant en 65,5 milligrammes d'or, au titre de 900 millièmes de fin. La date de conversion de la somme accordée en monnaie nationale sera déterminée par la loi de la juridiction saisie du litige.

(e) Ni le transporteur, ni le navire n'auront le droit de bénéficier de la limitation de responsabilité établie par ce paragraphe s'il est prouvé que le dommage résulte d'un acte ou d'une omission du transporteur qui a eu lieu, soit avec l'intention de provoquer un dommage, soit témérement et avec conscience qu'un dommage en résulterait probablement.

(f) La déclaration mentionnée à l'alinéa (a) de ce paragraphe, insérée dans le connaissement constituera une présomption sauf preuve contraire, mais elle ne liera pas le transporteur qui pourra la contester.

(g) Par convention entre le transporteur, capitaine ou agent du transporteur et le chargeur, d'autres sommes maxima que celles mentionnées à l'alinéa (a) de ce paragraphe peuvent être déterminées, pourvu que ce montant maximum conventionnel ne soit pas inférieur au montant maximum correspondant mentionné dans cet alinéa.

(h) Ni le transporteur, ni le navire ne seront en aucun cas responsables pour perte ou dommage causé aux marchandises ou les concernant, si dans le connaissement le chargeur a fait soiemment une fausse déclaration de leur nature ou de leur valeur ».

Article 3

Entre les articles 4 et 5 de la Convention est inséré un article 4-bis libellé comme suit:

« 1. Les exonérations et limitations prévues par la présente Convention sont applicables à toute action contre le transporteur en réparation de pertes ou dommages à des marchandises faisant l'objet d'un contrat de transport, que l'action soit fondée sur la responsabilité contractuelle ou sur une responsabilité extra-contractuelle.

2. Si une telle action est intentée contre un préposé du transporteur, ce préposé pourra se prévaloir des exonérations et des limitations de responsabilité que le transporteur peut invoquer en vertu de la Convention.

3. L'ensemble des montants mis à charge du transporteur et de ses préposés ne dépassera pas dans ce cas la limite prévue par la présente Convention.

4. Toutefois le préposé ne pourra se prévaloir des dispositions du présent article, s'il est prouvé que le dommage résulte d'un acte ou d'une omission de ce préposé qui a eu lieu soit avec l'intention de provoquer un dommage, soit témérement et avec conscience qu'un dommage en résulterait probablement ».

Article 4

L'article 9 de la Convention sera supprimé et remplacé par la disposition suivante:

« La présente Convention ne porte pas atteinte aux dispositions des Conventions internationales ou des lois nationales régissant la responsabilité pour dommages nucléaires ».

Article 5

L'article 10 de la Convention sera supprimé et remplacé par la disposition suivante:

« Les dispositions de la présente Convention s'appliqueront à tout connaissance relatif à un transport de marchandises entre ports relevant de deux Etats différents, quand:

(a) le connaissance est émis dans un Etat Contractant

ou

(b) le transport a lieu au départ d'un port d'un Etat Contractant

ou

(c) le connaissance prévoit que les dispositions de la présente Convention ou de toute autre législation les appliquant ou leur donnant effet régiront le contrat,

quelle que soit la nationalité du navire, du transporteur, du chargeur, du destinataire ou de toute autre personne intéressée.

Chaque Etat Contractant appliquera les dispositions de la présente Convention aux connaissements mentionnée ci-dessus.

Le présent article ne porte pas atteinte au droit d'un Etat Contractant d'appliquer les dispositions de la présente Convention aux connaissements non visés par les alinéas précédents ».

Article 6

Entre les Parties au présent Protocole, la Convention et le Protocole seront considérés et interprétés comme un seul et même instrument.

Une Partie au présent Protocole ne se verra pas obligée d'appliquer les dispositions du présent Protocole aux connaissements délivrés dans un Etat Partie à la Convention mais n'étant pas Partie au présent Protocole.

Article 7

Entre les Parties au présent Protocole, la dénonciation de la Convention par l'une d'elles en vertu de l'article 15 de celle-ci ne doit pas être interprétée comme une dénonciation de la Convention amendée par le présent Protocole.

Article 8

Tout différend entre des Parties Contractantes concernant l'interprétation ou l'application de la Convention, qui ne peut pas être réglé par voie de négociation, est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'une d'entre elles. Si dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour Internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

Article 9

(1) Chaque Partie Contractante pourra, au moment où elle signera ou ratifiera le présent Protocole ou y adhérera, déclarer qu'elle ne se considère pas liée par l'article 8 du présent Protocole. Les autres Parties Contractantes ne seront pas liées par cet article envers toute Partie Contractante qui aura formulé une telle réserve.

(2) Toute Partie Contractante qui aura formulé une réserve conformément au paragraphe précédent pourra à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Gouvernement belge.

Article 10

Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Etats qui, avant le 23 février 1968, ont ratifié la Convention ou qui y ont adhéré ainsi qu'à tout Etat représenté à la douzième session (1967-1968) de la Conférence diplomatique de Droit maritime.

Article 11

(1) Le présent Protocole sera ratifié.

(2) La ratification du présent Protocole par un Etat qui n'est pas Partie à la Convention emporte adhésion à la Convention.

(3) Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement belge.

Article 12

(1) Les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées des Nations Unies, non représentés à la douzième session de la Conférence diplomatique de Droit maritime, pourront adhérer au présent Protocole.

(2) L'adhésion au présent Protocole emporte adhésion à la Convention.

(3) Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement belge.

Article 13

(1) Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt de dix instruments de ratification ou d'adhésion, dont au moins cinq émanant d'Etats qui possèdent chacun un tonnage global égal ou supérieur à un million de tonnes de jauge brute.

(2) Pour chaque Etat ratifiant le présent Protocole ou y adhérant après la date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion déterminant l'entrée en vigueur telle qu'elle est fixée au paragraphe (1) du présent article, le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 14

(1) Chacun des Etats Contractants pourra dénoncer le présent Protocole par notification au Gouvernement belge.

(2) Cette dénonciation emportera dénonciation de la Convention.

(3) La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de la notification par le Gouvernement belge.

Article 15

(1) Tout Etat Contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'adhésion, ou à tout moment ultérieur, notifier par écrit au Gouvernement belge quels sont parmi les territoires qui sont soumis à sa souveraineté ou dont il assure les relations internationales ceux auxquels s'applique le présent Protocole.

Le Protocole sera applicable aux dits territoires trois mois après la date de réception de cette notification par le Gouvernement belge, mais pas avant la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de cet Etat.

(2) Cette extension vaudra également pour la Convention si celle-ci n'est pas encore applicable à ces territoires.

(3) Tout Etat Contractant qui a souscrit une déclaration au titre du paragraphe (1) du présent article, pourra, à tout moment, aviser le Gouvernement belge que le Protocole cesse de s'appliquer aux territoires en question. Cette dénonciation prendra effet un an après la date de réception par le Gouvernement belge de la notification de dénonciation; elle vaudra également pour la Convention.

Article 16

Les Parties Contractantes peuvent mettre le présent Protocole en vigueur soit en lui donnant force de loi, soit en incorporant dans leur législation de la manière propre à celle-ci les règles adoptées aux termes du présent Protocole.

Article 17

Le Gouvernement belge notifiera aux Etats représentés à la douzième session (1967-1968) de la Conférence diplomatique de Droit maritime, aux Etats qui adhèrent au présent Protocole, ainsi qu'aux Etats liés par la Convention:

1. Les signatures, ratifications et adhésions reçues en application des articles 10, 11 et 12.

2. La date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur en application de l'article 13.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

3. Les notifications au sujet de l'application territoriales faites en execution de l'article 15.

4. Les dénonciations reçues en application de l'article 14.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Bruxelles, le 23 février 1968, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement belge, lequel en délivrera des copies certifiées conformes.

POUR L'ALGERIE:

POUR LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE: R. von UNGERN-STERNBERG, Ernst GESSLER.

POUR L'ARGENTINE: Carlos I. GARCIA TERAN.

POUR L'AUSTRALIE:

POUR L'AUTRICHE:

POUR LA BELGIQUE: Albert LILAR.

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE:

POUR LE CAMEROUN: F. OYONO. (26 avril 1969)

POUR LE CANADA: H. J. DARLING.

POUR LA REPUBLIQUE DE CHINE: Hiong-Fei TCHEN.

POUR L'ETAT DE LA CITE DU VATICAN: Robert DE SMET, Lionel TRICOT

POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO: E. PAYTI-YO, B. KALONJI TSHIKALA.

POUR LA REPUBLIQUE DE COREE:

POUR LE DANEMARK: Eskil SVANE. (20 novembre 1975)

POUR L'EQUATEUR:

POUR L'ESPAGNE: Angel SANZ-BRIZ. (23 août 1972)

POUR LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE: Edward SCHMELTZER,
Allan I. MENDELSON.

POUR LA FINLANDE: Sigurd von NUMERS.

POUR LA FRANCE: Etienne de CROUY-CHANEL. (4 décembre 1968)

POUR LE GHANA:

POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLAN-
DE DU NORD: Kenneth DIPLOCK.

POUR LA GRECE: A. ARGYROPOULOS.

POUR L'INDE:

POUR L'IRAN:

POUR L'IRLANDE:

POUR ISRAEL:

POUR L'ITALIE: Stanislao CANTONO DI CEVA.

POUR LE JAPON:

POUR LE LIBAN:

POUR LE LIBERIA: Herbert R. W. BREWER, George E. HEN-
RIES, Burton H. WHITE.

POUR LE MAROC:

POUR LA MAURITANIE: Ali Bere KONE.

POUR MONACO:

POUR LE NICARAGUA:

POUR LE NIGERIA:

POUR LA NORVEGE: Jahn HALVORSEN. (13 avril 1973)

POUR LE PARAGUAY: Luis MARTINEZ MILTOS. (30 avril 1968)

POUR LES PAYS-BAS:

POUR LE PEROU:

POUR LA REPUBLIQUE DES PHILIPPINES: Nestor JOVEN, Romeo MALIMBAN, Conrado de CASTRO.

POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE: Stanislaw MATYSIK.

La République Populaire de Pologne ne se considère pas liée par l'article 8 du présent Protocole.

POUR LE PORTUGAL:

POUR LA REPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE: Aly Hamdy HUSSEIN. (4 juin 1973)

POUR LA REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD:

POUR LA REPUBLIQUE MALGACHE:

POUR LA SUEDE: Tage GRÖNWALL.

POUR LA SUISSE: W. MÜLLER.

POUR LA THAILANDE:

POUR LE TOGO:

POUR L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES:

POUR L'URUGUAY: Carlos M. ROMERO UGARTECHE.

POUR LE VENEZUELA:

POUR LA YOUGOSLAVIE:

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel Protocollo, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

PROTOCOLLO

di modifica della Convenzione internazionale del 25 agosto 1924 per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico

LE PARTI CONTRAENTI,

CONSIDERANDO che è auspicabile emendare la Convenzione internazionale per l'unificazione di alcune regole in materia di polizza di carico, firmata a Bruxelles il 25 agosto 1924,

HANNO CONVENUTO le seguenti disposizioni:

ART. 1.

(1) All'articolo 3, paragrafo 4, deve essere aggiunto il testo seguente:

«Tuttavia, la prova contraria non è ammessa quando la polizza di carico è stata trasferita ad un terzo che agisca in buona fede».

(2) All'articolo 3, paragrafo 6, verrà soppresso il quarto comma che sarà sostituito dalla seguente disposizione:

«Subordinatamente alle disposizioni del paragrafo 6-bis, il vettore e la nave saranno in ogni caso liberati da qualsiasi responsabilità relativamente alle merci, a meno che non venga promossa una azione entro un anno dalla loro consegna o dalla data in cui avrebbero dovuto essere consegnate. Tale termine può tuttavia essere esteso mediante un accordo concluso tra le parti posteriormente all'evento che ha dato luogo all'azione».

(3) All'articolo 3, si deve aggiungere, dopo il paragrafo 6, un paragrafo 6-bis, così formulato:

«Le azioni di ricorso potranno essere esercitate anche dopo lo spirare del termine previsto al paragrafo precedente, se esercitate entro il termine stabilito dalla legge del Tribunale investito della questione. Tuttavia, tale termine non potrà essere inferiore a tre mesi a partire dal giorno in cui la persona che promuove l'azione di ricorso abbia regolato la questione relativa al reclamo o abbia ricevuto la notifica della citazione.»

ART. 2.

L'articolo 4, paragrafo 5, sarà soppresso e sostituito dal testo seguente:

« (a) A meno che la natura e il valore delle merci non siano stati dichiarati dal caricatore prima del loro imbarco e che tale dichiarazione sia stata inserita nella polizza di carico, il vettore, come la nave, non saranno in alcun caso ritenuti responsabili delle perdite o dei danni alle merci o relativi ad esse per una somma superiore all'equivalente di 10.000 franchi per collo o unità o 30 franchi per chilogrammo di peso lordo di merci andate perdute o danneggiate, essendo applicabile il limite più elevato.

(b) La somma totale dovuta sarà calcolata con riferimento al valore delle merci nel luogo e nel giorno in cui queste sono scaricate conformemente al contratto, o al giorno e al luogo in cui esse avrebbero dovuto essere scaricate.

Il valore della merce è determinato in base alle quotazioni della Borsa, o, in mancanza di queste, secondo il prezzo corrente sul mercato o, in mancanza di entrambi, secondo il valore usuale di merci della stessa natura e qualità.

(c) Quando un contenitore, una piattaforma portatile o simile dispositivo venga utilizzato per raggruppare delle merci, ogni collo od unità enumerato nella polizza di carico come incluso in tale dispositivo di trasporto, sarà considerato come un collo od una unità ai sensi del presente paragrafo. Tranne nel caso sopracitato, tale dispositivo di trasporto sarà considerato come un collo od una unità.

(d) Per franco, si deve intendere una unità consistente in 65,5 milligrammi di oro, al titolo di 900 millesimi di fino. La data di conversione della somma accordata in valuta nazionale sarà determinata dalla legge della giurisdizione investita della controversia.

(e) Né il vettore, né la nave avranno il diritto di godere della limitazione di responsabilità prevista dal presente paragrafo qualora sia provato che il danno risulta da un atto od un'omissione del vettore che abbia avuto luogo, sia con l'intenzione di provocare un danno, sia per incuria e con la convinzione che probabilmente ne sarebbe derivato un danno.

(f) La dichiarazione di cui al comma (a) del presente paragrafo, inserita nella polizza di carico, costituirà prova di « prima facie » ma non sarà vincolante per il vettore che potrà contestarla.

(g) Mediante accordi tra il vettore, il capitano o l'agente del vettore e il caricatore potranno essere fissati altri montanti massimi diversi da quelli di cui al comma (a) del presente paragrafo, purché tale ammontare massimo convenuto non sia inferiore all'ammontare massimo corrispondente citato in tale comma.

(h) Né il vettore, né la nave saranno in alcun caso ritenuti responsabili per perdita o danno causato alle merci o ad esse relativi, qualora nella polizza di carico il caricatore abbia fatto consciamente una falsa dichiarazione circa la loro natura o il loro valore ».

ART. 3.

Tra gli articoli 4 e 5 della Convenzione viene inserito un articolo 4-bis, così redatto:

« 1. Le esenzioni e limitazioni previste dalla presente Convenzione sono applicabili ad ogni azione contro il vettore ad indennizzo di perdite o danni a merci che siano oggetto di un contratto di trasporto, sia che l'azione sia basata sulla responsabilità contrattuale che su di una responsabilità extra-contrattuale.

2. Ove venga intentata una tale azione contro un preposto del vettore, tale preposto potrà avvalersi delle esenzioni e delle limitazioni di responsabilità che il vettore può invocare in virtù della Convenzione.

3. L'insieme degli ammontari a carico del vettore e dei suoi preposti, non dovrà superare in tal caso il limite previsto dalla presente Convenzione.

4. Tuttavia, il preposto non potrà valersi delle disposizioni del presente articolo, ove sia provato che il danno deriva da un atto od un'omissione di tale preposto che abbia avuto luogo sia con l'intenzione di provocare un danno, sia per incuria e con la consapevolezza che probabilmente ne sarebbe derivato un danno ».

ART. 4.

L'articolo 9 della Convenzione verrà soppresso e sostituito dalla seguente disposizione:

« La presente Convenzione non pregiudica le disposizioni delle Convenzioni internazionali o delle leggi nazionali che regolano la responsabilità per danni nucleari ».

ART. 5.

L'articolo 10 della Convenzione verrà soppresso e sostituito dalla seguente disposizione:

« Le disposizioni della presente Convenzione si applicheranno ad ogni polizza di carico relativa ad un trasporto di merci tra porti appartenenti a due Stati diversi, quando:

a) la polizza di carico viene emessa in uno Stato contraente;

o

b) il trasporto ha luogo con partenza da un porto di uno Stato contraente;

o

c) la polizza di carico prevede che le disposizioni della presente Convenzione o di ogni altra legislazione che le applica o dà loro efficacia regoleranno il contratto,

qualunque sia la nazionalità della nave, del vettore, del caricatore, del destinatario o di ogni altra persona interessata.

Ogni Stato Contraente applicherà le disposizioni della presente Convenzione alle polizze di carico sopracitate.

Il presente articolo non pregiudica il diritto di uno Stato Contraente di applicare le disposizioni della presente Convenzione alle polizze di carico non previste dai commi precedenti.

ART. 6.

Tra le Parti Contraenti del presente Protocollo, la Convenzione ed il Protocollo saranno considerati e interpretati come un solo ed unico strumento.

Una parte del presente Protocollo non si vedrà obbligata ad applicare le disposizioni del presente Protocollo alle polizze di carico rilasciate in uno Stato Parte della Convenzione ma che non sia Parte del presente Protocollo.

ART. 7.

Tra le Parti del presente Protocollo, la denuncia della Convenzione da parte di una di esse in virtù dell'articolo 15 di quest'ultima non deve essere interpretata come una denuncia della Convenzione emendata dal presente Protocollo.

ART. 8.

Ogni controversia tra le Parti Contraenti relativa all'interpretazione o all'applicazione della Convenzione, che non possa essere composta per via negoziale, viene sottoposta ad arbitrato, a richiesta di una di esse. Se, entro i sei mesi successivi alla data di richiesta di arbitrato, le Parti non giungono ad un accordo sull'organizzazione dell'arbitrato, una qualsiasi di esse può sottoporre la controversia alla Corte Internazionale di Giustizia, depositando una richiesta conformemente allo Statuto della Corte.

ART. 9.

(1) Ogni Parte Contraente potrà, al momento della firma o della ratifica del presente Protocollo o della sua adesione ad esso, dichiarare di non ritenersi vincolata dall'articolo 8 del presente Protocollo. Le altre Parti Contraenti non saranno vincolate da questo articolo nei confronti di ogni Parte Contraente che abbia formulato una tale riserva.

(2) Ogni Parte Contraente che abbia formulato una riserva conformemente al paragrafo precedente potrà in ogni momento ritirarla mediante notifica indirizzata al Governo belga.

ART. 10.

Il presente Protocollo sarà aperto alla firma degli Stati che, prima del 23 febbraio 1968, abbiano ratificato la Convenzione o che vi abbiano aderito, nonché ad ogni Stato rappresentato alla dodicesima sessione (1967-1968) della Conferenza diplomatica di diritto del mare.

ART. 11.

- (1) Il presente Protocollo sarà ratificato.
- (2) La ratifica del presente Protocollo di uno Stato che non sia parte della Convenzione comporta l'adesione alla Convenzione.
- (3) Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Governo belga.

ART. 12.

- (1) Gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o delle istituzioni specializzate delle Nazioni Unite, non rappresentati alla dodicesima sessione della Conferenza diplomatica di diritto del mare, potranno aderire al presente Protocollo.
- (2) L'adesione al presente Protocollo comporta l'adesione alla Convenzione.
- (3) Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Governo belga.

ART. 13.

- (1) Il presente Protocollo entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito di dieci strumenti di ratifica o di adesione, almeno cinque dei quali provenienti da Stati che possiedono ciascuno un tonnellaggio globale uguale o superiore ad un milione di tonnellate di stazza lorda.
- (2) Per ogni Stato che ratifichi il presente Protocollo o che vi aderisca dopo la data del deposito dello strumento di ratifica o di adesione determinante l'entrata in vigore, come fissata nel paragrafo (1) del presente articolo, il presente Protocollo entrerà in vigore tre mesi dopo il deposito del proprio strumento di ratifica o di adesione.

ART. 14.

(1) Ciascuno degli Stati contraenti potrà denunciare il presente Protocollo mediante notifica al Governo belga.

(2) Tale denuncia comporterà la denuncia della Convenzione.

(3) La denuncia acquisterà efficacia un anno dopo la data di ricezione della notifica da parte del Governo belga.

ART. 15.

(1) Ogni Stato Contraente potrà, al momento della firma, della ratifica, dell'adesione, o in ogni momento successivo, notificare per iscritto al Governo belga quali sono, fra i territori sottoposti alla propria sovranità o di cui esso assicuri le relazioni internazionali, quelli ai quali si applica il presente Protocollo.

Il Protocollo sarà applicabile ai detti territori tre mesi dopo la data di ricezione di detta notifica da parte del Governo belga, ma non prima della data di entrata in vigore del presente Protocollo nei confronti di tale Stato.

(2) Tale estensione varrà anche per la Convenzione ove questa non sia ancora applicabile a tali territori.

(3) Ogni Stato Contraente che abbia sottoscritto una dichiarazione ai sensi del paragrafo (1) del presente articolo, potrà, in ogni momento, avvertire il Governo belga che il Protocollo cessa di applicarsi ai territori in questione. Tale denuncia acquisterà efficacia un anno dopo la data di ricezione, da parte del Governo belga, della notifica di denuncia; essa varrà ugualmente per la Convenzione.

ART. 16.

Le Parti Contraenti possono far entrare in vigore il presente Protocollo sia dandogli forza di legge, che incorporando nella propria legislazione nella forma ad essa appropriata, le norme adottate ai sensi del presente Protocollo.

ART. 17.

Il Governo belga notificherà agli Stati rappresentati alla dodicesima sessione (1967-1968) della Conferenza diplomatica di diritto del mare, agli Stati che aderiscono al presente Protocollo, nonché agli Stati vincolati dalla Convenzione:

1. le firme, le ratifiche e le adesioni ricevute in applicazione degli articoli 10, 11 e 12;

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

2. la data in cui il presente Protocollo entrerà in vigore in applicazione dell'articolo 13;

3. le notifiche relative all'applicazione territoriale fatte in attuazione dell'articolo 15;

4. le denunce ricevute in applicazione dell'articolo 14.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

FATTO a Bruxelles, il 23 febbraio 1968, nelle lingue francese ed inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare, che resterà depositato negli archivi del Governo belga, che ne rilascerà copie certificate conformi.

(Seguono le firme).